

**« Des services publics locaux solides pour un monde plus sûr »
Déclaration conjointe de CGLU et ISP dans le contexte de la pandémie de
COVID-19**

La pandémie mondiale de COVID-19, crise sanitaire universelle, a mis en évidence la fragilité de nos modèles de consommation et de production, et a souligné dans le même temps le rôle essentiel des services fournis par les gouvernements locaux et régionaux (GLR) en temps de crise. Des millions de personnes dans le monde s'adressent à l'échelle de gouvernement qui leur est la plus proche, à savoir les autorités locales et leur personnel de première ligne, pour obtenir une orientation, du soutien et des réponses face aux menaces qui pèsent sur leur santé et leur moyens de subsistance.

Les services publics locaux maintiennent la société en place et répondent aux nécessités fondamentales ; ils seront également cruciaux pour réduire les conséquences de la crise et reconstruire par la suite. De nombreux services sont des piliers essentiels pour la gestion de la crise sanitaire, notamment : l'eau et l'assainissement ; la collecte et l'élimination des déchets ; les services sociaux, les soins aux personnes âgées et handicapées ; la sécurité sociale et l'emploi ; l'administration publique locale ; la police municipale ; le logement social, et les hébergements d'urgence ; le transport des corps et les enterrements ; les soins aux enfants et les garderies (crèches), parmi tant d'autres.

En résumé, des services publics de qualité représentent la pierre angulaire de la cohésion sociale, ainsi qu'un prérequis pour que les entreprises puissent fonctionner et contribuer au développement économique local. Il est crucial d'écouter les travailleuses et travailleurs des GLR et de s'impliquer dans un dialogue structurel avec leurs organisations et syndicats, afin de répondre efficacement à la crise actuelle et se préparer à ses conséquences.

Rappelant l'esprit du *Décatalogue de CGLU pour l'ère post-COVID¹* et reconnaissant les grands sacrifices réalisés par le personnel des gouvernements locaux et régionaux du monde entier tandis qu'ils garantissaient la prestation continue de services publics essentiels, CGLU et ISP appellent leurs membres respectifs à :

- S'engager dans un dialogue constructif et des négociations collectives pour trouver des solutions partagées permettant de garantir la continuité des services, tout en maintenant les normes de sécurité les plus élevées pour le personnel et les usagers des services publics, notamment en fournissant des équipements adéquats de protection individuelle à tou·te·s les employé·e·s des GLR, conformément aux besoins spécifiques encourus par leur profession.
- Se référer aux lignes directrices révisées de l'OIT sur le travail décent dans les services publics d'urgence² et les mettre en œuvre pour protéger comme il se doit le personnel se trouvant en première ligne de la réponse au coronavirus. Si ce n'est déjà fait, inciter urgemment les gouvernements centraux à adopter ces lignes directrices et en faire une politique nationale.
- Garantir des niveaux adéquats d'effectifs, de formation et des conditions de travail décentes, pour assurer la continuité de la prestation de services publics.
- Permettre le confinement du personnel des services publics non vitaux ou le reconvertir. La reconversion doit être fondée sur un accord mutuel et accompagnée de la formation, de l'équipement de protection individuelle et de conditions de travail adéquates.
- Garantir les soins de santé et la couverture sociale, les tests et traitements médicaux, et prendre en compte l'épuisement lié au travail et les risques psychologiques pour tout·e·s les employé·e·s des GLR en première ligne, y compris celles et ceux en sous-traitance.

¹ CGLU, [Décatalogue pour l'ère post-COVID-19](#), Barcelone, 2020

² OIT, [Directives sur le travail décent dans les services publics d'urgence](#), Genève, 2018

CGLU et ISP appellent également les gouvernements nationaux, les institutions multilatérales et les institutions financières internationales / régionales à :

- Fournir les ressources adéquates aux GLR pour réduire les effets de la crise et soutenir la relance. Investir en priorité dans des services publics solides et de qualité et d'accès universel, afin de garantir une relance rapide et éviter une catastrophe sociale et environnementale après le COVID-19.
- Établir les cadres juridiques et politiques nécessaires pour renforcer les capacités des GLR en termes de durabilité financière à long terme – y compris par le biais de systèmes fiscaux municipaux consolidés et d'accès à des financements suffisants. Renforcer des services essentiels accessibles et abordables pour tou·te·s, afin de surmonter le COVID-19 et faire face efficacement aux crises à venir.
- Écouter les GLR, leurs organisations de personnel et leurs syndicats pour les impliquer dans la conception et la mise en œuvre des stratégies de relance après le COVID-19. Les GLR doivent avoir leur place au moment de concevoir des stratégies nationales et ce, afin de garantir que les besoins légitimes de leurs communautés locales soient bien pris en compte.
- Afin de stimuler la relance, exiger des entreprises qui ont été renflouées de remplir intégralement leurs obligations sociales et environnementales, de générer des emplois de qualité et de réinvestir leurs profits dans les territoires où elles sont établies, contribuant ainsi à la durabilité sociale et environnementale.
- Mettre en place une taxe sur les services numériques et les mouvements financiers spéculatifs, pour garantir qu'une part équitable soit acheminée vers les territoires qui ont le plus besoin de renforcer la résilience de leurs services publics.

L'expérience de la pandémie du COVID-19 appelle tous les échelons de gouvernance à tirer les enseignements de cette tragédie et repenser leurs rôles et priorités, redéfinir leurs politiques, réallouer les ressources et compétences, prioriser le dialogue et la coopération, afin d'assurer la future résilience des villes, territoires et communautés, en reconstruisant des services publics locaux, solides et durables, à la suite de la crise.

Ce n'est qu'ensemble – gouvernements, travailleuses et travailleurs des communautés et tous les acteurs impliqués – que nous serons à même d'assurer un avenir meilleur pour tou·te·s, dans lequel les sacrifices demandés à cette génération et aux suivantes contribueront à une planète durable. CGLU et ISP sont prêts à contribuer au dialogue et encourager cette transformation.

Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) représente plus de 240 000 villes, régions et métropoles, ainsi que plus de 175 associations de gouvernements locaux et régionaux dans le monde.

L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale mondiale, comptant plus de 700 syndicats représentant 30 millions de travailleurs/travailleuses de 154 pays, y compris des employé·e·s de gouvernements locaux et régionaux.